

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 3 octobre 2023

DATE DE PUBLICATION : 11 octobre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le dix octobre, à 20 h 30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BARAY - Mme MANAI-AHMADI – Mme SOW – M. JOLIVET – M. LALOT - M. OREN - M. RENOUF –Mme TORRES - M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme BAYRAM à Mme HEUGUES
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme HENRY à M. KHALID
- M. TAVARES à M. BARAY
- M. TOUANE à Mme RASAMOELY
- Mme PERIERS à M. FAURE

ABSENTS :

- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA

EXCUSÉS

- Mme PRIEUX

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme TORRES



OBJET :
Installation d'un nouveau conseiller municipal

OBJET :
Installation d'un nouveau conseiller municipal

Directeur de secteur : L. SURIEU

Service : Affaires générales et juridiques

Affaire suivie par : C. HERMELINE

M. le Maire : Suite à la démission le 5 octobre 2023 de Mme Corinne MOUTAUX, élue de la liste « Ensemble pour Chalette », il convient de procéder à l'installation d'un nouveau conseiller municipal.

Conformément à l'article L. 270 du Code électoral, il y a lieu de compléter l'assemblée délibérante par le candidat venant immédiatement derrière le dernier élu de la liste concernée.

Il s'agit de M. Abdullah OREN, que je déclare donc officiellement installée dans ses fonctions.

CETTE DELIBERATION NE DONNE PAS LIEU A VOTE.

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL*

et le compte-rendu de la présente délibération ont

été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12

du CGCT,

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet*

acte à compter du

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours*

devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de

la date de sa publication.

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.

